



LES ACTIVITES DU MNLE 93 au 3e trimestre 2024

Le Village de l'Eau à Melle (Deux-Sèvres) du 16 au 21 juillet 2024

Le MNLE 93 a participé, avec les membres du mouvement national, au Village de l'Eau à Melle dans les Deux-Sèvres, du 16 au 21 juillet 2024, organisé par Les Soulèvements de la Terre, Bassines non merci ! et plus de 120 organisations environnementales, syndicales, paysannes.



Nous y avons un stand partagé avec la Coordination Eau Ile-de-France et Eau Bien Commun Lyon. L'équipe nombreuse a pu ainsi participer durant cette semaine à des débats avec les agriculteurs, à des discussions avec les autres associations et collectifs présents sur le village, aux deux

d'ateliers, de formations militantes, de fête, de rencontres, de vie collective organisée autour de brigades bénévoles pour la cantine, la vaisselle, le nettoyage des toilettes sèches et l'entretien des espaces et des campings, dans un lieu magnifique mis à disposition par le maire de Melle Sylvain Griffault.

et à vélo :

- **Le 19 juillet à Saint-Sauvant** dans la Vienne pour empêcher le chantier de construction de deux méga bassines. Les Naturalistes des Terres ont lâché des lentilles d'eau par la voie des airs, au moyen de cerfs-volants, afin d'en bloquer la pompe et incarner « la revanche du vivant ». C'est là que les forces de l'ordre, cherchant à arrêter les manifestants à coups de gaz lacrymogènes, ont mis le feu à un champ ayant subi la sécheresse.
- **le 20 juillet à La Rochelle** au terminal agro-industriel du port de La Pallice pour bloquer la chaîne du système formé autour des importations de soja et des exportations de céréales. Pour accompagner les marcheurs et les cyclistes, les tracteurs de la Confédération Paysanne bloquaient le pont de l'île de Ré et des militants arrivaient par la mer avec kayaks, paddles, bateaux gonflables pour encercler l'accès au port.

Cette semaine à Melle fut un moment fort de partage, de solidarité, de convivialité, de débats,



Une partie de l'équipe de la Coordination EAU Île-de-France et du MNLE, avec Rajendra Singh du Rajasthan au Nord de l'Inde et Dan Lert Président d'Eau de Paris

A un peu plus d'un an de l'affrontement violent de Sainte-Soline, la mobilisation avait pour objectif de défendre un juste partage de l'eau, de mettre la pression sur l'agro-industrie qui ravage les terres et les sols et accapare ce bien commun, d'arrêter les projets et chantiers des bassines à l'échelle nationale en imposant un moratoire.

MNLE 93 Nord Est Parisien

**Maison des associations
61, rue Victor Hugo 93500 Pantin**

Mail : mnle-93@orange.fr

L'Université d'Été du MNLE à Taussat-les-Bains (Gironde) du 2 au 8 septembre 2024

Cette 29^e Université d'été du MNLE avait pour thème « L'impact des changements climatiques et des pollutions sur la biodiversité et le vivant ». Parmi les diverses conférences nous pouvons citer la participation de :

- **Valérie Masson-Delmotte**, paléoclimatologue et Directrice de recherche au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, nous a présenté les différents rapports du GIEC
- **Daniela Banaru**, maître de conférences en biologie et écologie marine à l'Institut Méditerranéen d'océanologie et intervenante à l'IBPES (Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques), a abordé le thème « Biodiversité : déclin, causes et améliorations possibles dans une approche socio-«écosystémique» - lien vers la WebTV du MNLE : <https://www.youtube.com/watch?v=e9ghLuQmB0Y&t>
- **Stéphane Blain**, docteur en océanographie chimique, professeur à l'Université Pierre et Marie Curie de Paris, travaille au Laboratoire d'océanographie microbienne de Banyuls-sur-Mer, est venu nous parler des puits de carbone naturels et de leur rôle dans le contexte du changement climatique – lien vers la WebTV du MNLE : <https://youtu.be/B05wpicqE6w>
- **Chloé Maurel**, docteur en histoire contemporaine nous a éclairés sur « L'action de l'ONU et de ses agences en faveur de l'environnement : histoire et enjeux ».

Des exposés interactifs ont été proposés :

- « **La qualité des sols agricoles** » par Robert Levesque (ingénieur agronome d'Agro Paris Tech) et Jean-François Gast
- « **les ressources de la pêche dans un contexte de surpêche, de réchauffement et de dépollution** », par Charles-François Boudouresque (professeur émérite de l'Université Aix-Marseille, spécialiste du fonctionnement des écosystèmes marins et de la protection de l'environnement)
- « **L'impact des changements globaux sur la qualité de l'eau douce** » par Bernard Legube (professeur émérite de l'Université de Poitiers, spécialiste en physico-chimie des eaux et de leur traitement).
- « **Le changement climatique et les pollutions sur la biodiversité** » par Ali Aït Abdelmalek, sociologue et docteur en sociologie, et Jean-Paul Martel.

Au programme également plusieurs ateliers dont deux ont été organisés par le MNLE 93 et pour lesquels nous présentons ci-dessous la synthèse de la discussion :

1. « **La gestion et la préservation de la ressource en eau dans un contexte de changement climatique** », atelier présenté et animé par Nicole Picquart et Danielle Amate

Nous étions une vingtaine de personnes à participer à cet atelier.

En amont de l'atelier nous avons envoyé une vingtaine de documents pour préparer la discussion. Nous avons essayé de respecter la demande de laboratoire d'idées avec une suggestion de débat au-

tour de 4 questions :

- Comment les différents secteurs économiques peuvent-ils optimiser leur consommation d'eau pour réduire le gaspillage ?
- Comment réduire la pollution des ressources en eau tout en maintenant et en redéveloppant les acti-



vités industrielles ?

- Quelles pratiques peuvent réduire la consommation d'eau, notamment lors des sécheresses dans l'agriculture et dans les usages domestiques ?
- Quels sont les modes de gouvernance qui peuvent être adoptés pour garantir une distribution équitable et durable des ressources en eau ?

Deux idées ont été ajoutées à la discussion :

- le fait que l'eau qui arrive à la mer n'est pas pour autant perdue et le droit de la mer à recevoir de l'eau ayant des matières nutritives - on a cité l'exemple du Colorado et du Nil dont les débits sont devenus insuffisants,
- les secteurs industriels clés comme les centrales nucléaires et les datacenters qui participent au réchauffement des rivières et de la mer.

Plusieurs questions importantes ont été abordées :

- le manque d'évaluation des politiques publiques lié

à l'insuffisance d'application des lois et des réglementations,

- la nécessité de l'intervention citoyenne à tous les niveaux dans la gestion de l'eau et l'action essentielle des associations auprès des élus locaux,
- et d'autres sujets comme l'aberration des eaux minérales en bouteille plastique, le recyclage des eaux usées, les polluants éternels et les pollutions émergentes, les créations de golfs, l'exploitation agricole intensive, la déforestation, les sécheresses, etc., l'importance de participer aux Commissions locales de l'eau (SAGE) en tant que MNLE, aux comités ressource eau au niveau départemental, mais aussi aux Comités de suivi des sites des entreprises à risques pour l'environnement.

En guise de conclusion, il nous semble important de travailler à la convergence des luttes, comme celle des méga bassines entre autres choses, et d'être dans une vision optimiste car, même si des batailles demandent du temps long, nous pouvons avoir des combats victorieux. D'autre part il ne faut pas craindre d'affronter toutes les contradictions.

2. « Solutions en milieu rural : quel modèle rural développer ? » avec Jean-François Perriguet, de la Confédération Paysanne et de Via Campesina, et Raymond Girardi du MODEF (Mouvement de défense des exploitants familiaux), pour une agriculture rémunératrice, solidaire, durable, responsable.

Parler de la terre nécessite d'avoir en mémoire sa fonction nourricière depuis 6000 ans. Il s'agit là de la souveraineté alimentaire des populations. Pour son travail le producteur doit bénéficier d'un revenu permettant de vivre, donc qu'il perçoive un prix rémunérateur garanti. C'est un choix de société, une des raisons du mal-être et des mobilisations de début d'année.

L'effondrement du nombre d'agriculteurs, 350 000 aujourd'hui contre 2,5 millions au début de l'ère industrielle, de l'agro-industrie, conduit à l'effondrement de la production : nous ne produisons plus que 47% des fruits et légumes que consommés dans le pays.

Les produits agricoles sont trop soumis comme la nourriture à la spéculation mondiale, conséquence du changement du rôle de l'OMC et de la suppression de l'exception agricole. L'agro-industrie est un désastre : concernant les semences il y a besoin de plus de recherche publique sur la qualité nutritive et gustative, sur la résistance aux prédateurs, etc. L'INRA est sacrifié pour la recherche privée.

L'intervention citoyenne est indispensable pour un autre développement et promouvoir une issue avec le monde agricole. Le foncier devrait être un patri-

moine universel, un bien commun. C'est le socle et l'outil des agriculteurs auxquels culturellement ils sont attachés.



Des préemptions sont faites à différents niveaux pour protéger, ou en lien avec des choix économiques. Le rôle de la SAFER a besoin d'être modifié, il faut qu'elle sorte de l'actuelle conception immobilière et des griffes de la FNSEA. Cela nécessite de modifier la loi et les moyens pour donner la priorité à l'installation de nouveaux agriculteurs.

L'objectif commun est d'atteindre le million d'agriculteurs, développer les circuits courts. L'idée de SCOP agricole grandit afin de tenir compte des besoins et des évolutions de la société.

Il faut éviter une ubérisation. Le trop plein de labels et d'agréments préoccupe. 30 % des agriculteurs vont partir en retraite avant la fin de la décennie. Les maladies frappent les cheptels, les crises sanitaires inquiètent, les coûts des assurances sur les productions sont exorbitants.

Il faut :

- des objectifs sociaux et une unicité des prix, revenir à un coefficient multiplicateur,
- une harmonisation des charges,
- mettre en place des clauses de sauvegarde,
- revenir à la souveraineté alimentaire et promouvoir la sécurité sociale de l'alimentation.

L'agriculture permet d'entretenir et de respecter ce milieu au service du vivant, d'avoir des modèles diversifiés. L'agro-industrie, l'agro-business se traduit par une terre appauvrie, comprimée, morte. La majorité des chambres agricoles sont dirigées par la FNSEA, les aides de la PAC ne vont qu'aux plus gros agriculteurs.

Dans ce cadre les convergences des luttes sont indispensables entre les associations, les collectifs citoyens et les deux syndicats agricoles pour des rencontres collectives. Elles doivent aider à mobiliser jusqu'aux élections professionnelles de janvier 2025. Les solutions passent aussi par davantage de formation agricole, **la mise en œuvre effective du traité de Rome sur la souveraineté alimentaire, la modification du rôle de la PAC et de la SAFER, la mise en débat de l'ensemble des propositions transformatrices.**

La Fête de l'Humanité du 13 au 15 septembre 2024

Comme les années précédentes le MNLE a tenu un stand à la Fête de l'Humanité dans l'espace Village des Territoires Solidaires.

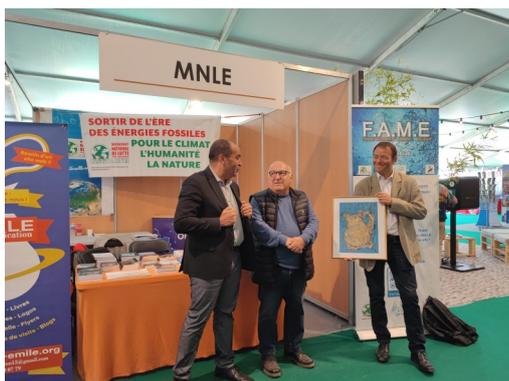


Plusieurs représentants du MNLE 93 y étaient également présents durant ces 3 jours ponctués par plusieurs événements :

- **La présence de Pierre-Olivier Poyard** qui dédiait son livre « Ecologie et Paix » le samedi 14 septembre. Ce livre a été rédigé à partir d'entretiens avec David Ligouy, citoyen engagé pour l'écologie et la Paix avec le Mouvement de la Paix. L'auteur explique qu'une révolution politique, sociale et écologique est nécessaire, en développant le « symbiocène », ce nouvel âge de l'Humanité, de la coopération généralisée des Humains entre eux et avec la Nature.



- **La remise de la Carafe d'Or 2024** à la Régie publique de l'eau du territoire de Grand Orly Seine Bièvre, représenté par le maire de Gentilly Mr. Fatah Aggoune, le dimanche 15 septembre (à gauche sur la photo ci-dessous).



- **Un débat sur « L'économie circulaire : quels projets ? Quelle implantation territoriale ? »** avec Christian Pellicani Secrétaire national du MNLE, Jean-Marie Baty Président du MNLE 93 et Bernard Loup Président du Collectif pour le Triangle de Gonesse et membre de France Nature Environnement Val d'Oise, le dimanche 15 septembre.



Plusieurs membres du MNLE 93 ont assisté au débat organisé le samedi 14 septembre par la Coop des Idées sur le stand de la Fédération du PC de la Seine-Saint-Denis sur le thème "Quel héritage des JOP 2024 pour la Seine Saint Denis ?"

Y participaient :

Serge Reitchess, enseignant EPS, militant SNEP-FSU, animateur du COPER 93

Sofia Boutrih, Conseillère Municipale et territoriale à Saint-Denis

Stéphane Blanchet, maire de Sevrans

Bernard Thibaut, ancien secrétaire national de la CGT, co-président du Comité de suivi de la Charte sociale des JOP 2024, membre du COJO.



Dans les interventions les élus ont plutôt exprimé leur satisfaction face aux investissements en équipements, au plaisir donné à la population du 93 sur les espaces fans zones et pendant le passage de la flamme olympique, les 1300 billets offerts, même si une partie de la population a été exclue et a subi des expropriations et des violences policières. La CGT quant à elle s'est dite très fière d'avoir imposé un haut niveau de sécurité des ouvriers sur les chantiers du BTP, le respect des heures d'insertion ou la régularisation de 150 travailleurs sans papiers. Seul l'enseignant EPS s'est montré sceptique avec l'annonce

d'un héritage soi-disant populaire mais hors de toute participation des sportifs et le fait que le 93 reste le seul département en manque d'installations que les jeux n'ont pas réussi à combler.

Le débat avec la salle est allé dans le même sens : ce n'est d'héritage dont il faut parler mais des conséquences des JO, aucun retour positif pour la population et toujours l'existence de deux mondes et deux modèles de société, rejet des valeurs capitalistes qui ont été déployées pendant ces jeux face aux valeurs du service public à défendre, désastre des équipements d'un lycée de Saint-Denis où le sport a été suspendu pour cause de dangerosité, le prix des logements du village olympique à 7000 euros le m² qui ne sont pas destinés aux habitants du territoire...

Le MNLE 93 a apporté sa contribution : Jean-Marie a évoqué les aspects de la métropolisation, la spéculation immobilière, la baisse de construction de logements sociaux dans le programme du village olympique passé de 30% à 20%, les désastres environnementaux sur l'espace de l'Aire des Vents du Parc Georges Valbon bradé par le département à la Solideo pour construire le village des médias, mais aussi la destruction d'une partie des jardins ouvriers du Fort d'Aubervilliers.

En conclusion, les interventions du public ont montré que le monde à deux vitesses est toujours bien présent dans le 93, que l'héritage des JOP 2024 se situe bien en deçà des moyens qui auraient pu être développés pour les habitants et que la bataille contre les inégalités reste toujours à mener.

Terres agricoles du Triangle de Gonesse : la bataille continue

Le dimanche 29 septembre 2024, au son d'une batucada, dans une ambiance festive, 350 personnes ont marché sur six kilomètres de la gare de Villiers-le-Bel aux terres agricoles du Triangle de Gonesse.

Militants associatifs, élus, habitants, plusieurs intervenants ont pris la parole pour démontrer qu'il est possible d'avoir ici une agriculture paysanne s'articulant autour d'une autonomie alimentaire pour l'Île de France appuyée sur la sécurité sociale de l'alimentation.

Bernard Loup, Président du CPTG, a annoncé la relance de la bataille juridique, la ZAC étant passé de 280 à 110 hectares. Il a été démontré que la grande cité scolaire avec internat, justifiant la gare voulue par les pouvoirs publics, avait toute sa place sur la friche hospitalière déjà artificialisée de Villiers-le-Bel. Elle serait en cœur de ville, proches des transports en commun, et non dans une zone qui n'est pas habitable en permanence car sous les couloirs



d'avions de Roissy CDG et du Bourget.

La bataille collective menée pour le BIP (le projet de construction d'une autoroute urbaine entre Soisy-sous-Montmorency et Bonneuil-en-France qui vient d'être abandonné) a montré que nous pouvons arriver à nous faire entendre des élus. **La gare n'est pas sortie de terre, la défense des terres agricoles du Triangle de Gonesse doit avoir le même succès.**

Attention, ça déménage ! Le vendredi 23 août RV avait été pris au siège social du MNLE 93 à Pantin pour emmener le matériel du bureau que nous partagions avec d'autres associations, au 121 rue du Parc à Noisy-le-Sec, dans les locaux de la Ligue de l'Enseignement – FOL 93.



Le lieu est situé sur le site de l'ex usine de piles Saft, devenu en 2023 l'Usine des Transitions qui accueille une dizaine de structures de l'ESS et de l'économie circulaire. Avec plus de place nous allons pouvoir y travailler mieux collectivement. L'adresse du siège social à Pantin reste la même.

Date à retenir : le vendredi 8 novembre pour son inauguration, invitation suit.